

position dépassent les avantages de cette augmentation, de sorte qu'une augmentation du taux d'imposition devrait en théorie inciter les contribuables à payer leur impôt au complet. Un certain nombre d'études empiriques récentes ont démontré qu'il n'y avait aucun rapport entre le taux d'imposition et le respect des lois sur l'impôt.

Je pense qu'il serait probablement possible de trouver un lien inverse entre le respect de ces règles et l'affiliation à un parti. Si vous êtes conservateur, vous évitez de payer de l'impôt, de façon générale. Vous trouvez des moyens d'en payer aussi peu que possible.

Le sénateur Turner: Vous voulez dire qu'ils ne sont pas honnêtes?

Le sénateur Gigantès: Il ne faudrait pas utiliser un vocabulaire qu'ils ne comprennent pas. S'il vous plaît, sénateur; vous ne cessez pas de me parler d'intégrité et d'honnêteté. Il est question de conservateurs, voyons.

Le sénateur Turner: C'est ce qu'on m'a appris quand j'étais jeune: à être honnête, à dire la vérité et à me montrer parfaitement intègre. C'est ainsi que le monde fonctionne.

Le sénateur Gigantès: Mais, sénateur, vous êtes libéral.

Le sénateur Turner: Je savais bien qu'il y avait une différence.

Le sénateur Gigantès: Oui, il y en a une.

Il peut sembler plausible que, si l'on a deux assiettes fiscales relativement égales, c'est-à-dire l'assiette de l'impôt sur le revenu et l'assiette des taxes à la consommation, ceux qui seraient enclins à frauder le fisc trouveraient plus difficile de le faire dans ces deux secteurs plutôt que dans un seul. Cependant, même si c'était le cas, il en résulterait au mieux une augmentation marginale des recettes. Les travailleurs indépendants qui ne paient pas leur impôt sur le revenu vont probablement également trouver des moyens de ne pas payer la taxe sur les produits et services. Même si la taxe aura été perçue sur les intrants nécessaires à leur entreprise, elle ne sera pas très élevée dans bien des cas. Il semble indiscutable que, si le gouvernement devait prendre les ressources supplémentaires qu'il compte allouer à l'administration de la taxe sur les produits et services, et les consacrer plutôt à des efforts pour percevoir plus efficacement l'impôt sur le revenu, il serait possible d'obtenir des recettes beaucoup plus importantes du secteur de l'économie souterraine.

En effet, il est plus rentable d'essayer d'empêcher les fraudes si le taux est de 27 p. 100 plutôt que de 7 p. 100. C'est une logique très simple à comprendre. Pourquoi donc les conservateurs agissent-ils ainsi? S'ils agissent ainsi, comme nous l'avons dit hier, c'est parce que la TPS déplace le fardeau fiscal des fabricants vers les consommateurs et les pauvres, et parce qu'ils refusent d'envisager toute autre formule, comme celle que propose Neil Brooks, contraire à l'idéologie conservatrice.

● (0950)

Les conservateurs affirment également que la TPS proposée va permettre d'augmenter la compétitivité des entreprises canadiennes sur les marchés d'exportation.

Certains préconisent de changer la composition des recettes fiscales, c'est-à-dire de réduire la part de l'impôt sur le

revenu pour augmenter celle des taxes à la consommation, afin d'augmenter la compétitivité du Canada sur les marchés d'exportation. Cet argument est probablement fondé sur le fait qu'une taxe à la consommation semblable à la TPS est imposée sur toutes les importations, mais fait l'objet d'une ristourne sur toutes les exportations. Cependant, cette caractéristique de la TPS ne permet ni d'encourager l'exportation, ni de pénaliser l'importation. Les biens étrangers qui sont en concurrence avec les exportations canadiennes ne sont évidemment pas soumis à la TPS canadienne. En outre, même si les importations vont être assujetties à cette taxe, ce sera également le cas de tous les biens achetés au Canada. Autrement dit, une taxe à la consommation perçue sur les importations et non sur les exportations équivaut finalement à l'absence totale de taxe en ce qui concerne ses effets sur la balance commerciale d'un pays.

Il y a aussi une version un peu plus complexe de cet argument, à savoir que, puisque l'impôt sur le revenu est perçu directement sur tout le capital et toute la main-d'œuvre du Canada et doit se refléter dans les prix, alors que les biens exportés peuvent être exemptés de la taxe sur les produits et services, l'augmentation des recettes grâce à la taxe sur les produits et services permettrait d'augmenter la compétitivité du Canada sur les marchés d'exportation en réduisant le fardeau de la taxe que doivent soutenir les produits exportés. Mais si ces exportations sont exemptées de la taxe, il faut récupérer les recettes perdues d'une autre façon, probablement en taxant les produits canadiens...

N'est-ce pas? On ne peut plus percevoir les 1,5 milliard de dollars qui sont actuellement perçus sur les produits exportés, d'après ce que dit M. Brooks, et on ne veut pas non plus réduire les recettes fiscales globales. Il faut donc taxer davantage les produits canadiens.

... et la plupart des analystes soutiennent que toute augmentation du coût des produits canadiens serait contrebalancée par le taux de change du dollar canadien. Autrement dit, toute amélioration de la compétitivité du Canada sur les marchés d'exportation, par suite d'une modification de la composition des recettes fiscales, serait contrebalancée par une augmentation de la valeur du dollar canadien sur le marché des devises. Cette conclusion reflète un principe reconnu du commerce international, à savoir que, dans certaines conditions réalistes, une taxe générale à la consommation équivaut à une taxe générale sur la production, la seule différence se situant au niveau du taux de change. C'est seulement si les travailleurs sont prêts à accepter une baisse de leur salaire réel qu'un changement dans la composition des recettes fiscales peut vraiment augmenter la compétitivité du Canada. Or, cela n'a pas fonctionné dans les autres pays.

Je me rends bien compte que cela doit être très décevant pour ces dames et ces messieurs de l'autre côté, pour qui le secret de la réussite consiste à écraser les pauvres et à faire travailler les gens pour moins cher, mais c'est la vérité. Les travailleurs vont se battre, et je ne les blâme pas. Je vais me battre moi aussi à leurs côtés, ici même, en leur disant de ne pas ménager leurs efforts.